

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
7 rue Léo Lagrange
63000 Clermont-Ferrand

Clermont-Ferrand, le 22/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ECOTITANIUM

RD62 - Lieu dit La Bruyère
63780 Saint-Georges-De-Mons

Références : 20260518-RAP-63-0403-Insp29042026-Ecotitanium
Code AIOT : 0005602989

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/04/2026 dans l'établissement ECOTITANIUM implanté RD62 - Lieu dit La Bruyère 63780 Saint-Georges-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 09/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection sur les tours aéroréfrigérantes

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOTITANIUM
- RD62 - Lieu dit La Bruyère 63780 Saint-Georges-de-Mons
- Code AIOT : 0005602989
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Ecotitanium est un site de recyclage de titane (60 à 90% de matière recyclée) pour l'industrie aéronautique.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 5
- Équipement sous pression
- Légionelles / prévention légionellose

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)	Demande d'action corrective	8 mois
8	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9.2.4 et 6.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	Informations générales du site	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Implantation, aménagement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5	/	Sans objet
4	Surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 23	/	Sans objet
6	Entretien et surveillance de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 b)Art. 26 I.2Art. 26 I.3	/	Sans objet
7	Suivi de l'installation	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I VArt.26 V	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il est attendu un point d'avancement trimestriel jusqu'à la fin de l'année 2026 sur les plans d'actions des TAR afin de solder les différents constats (mise à jour documentaire et procédures).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9.2.4 et 6.2.1				
Thème(s) : Risques chroniques, bruit				
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 20/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 09/07/2023				
Prescription contrôlée : <p>Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles</p>				
Constats : <p>Les actions suivantes ont déjà été menées par ECOTITANIUM :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Réponse du 27/07/2023</u> : Intervention de la société DECIBEL France qui a fait un état des lieux en juin et qui va soumettre des propositions de réalisations attendues pour septembre. Il est envisagé la mise en place des dispositifs pour fin 2023 ;- <u>Courriel du 03/04/2024</u> : La société DECIBEL a défini des solutions pour traiter la non-conformité. Le matériel sera mis en place début juin 2024 puis il sera fait un nouveau contrôle ;- <u>Courriel du 27/08/2024</u> : Travaux des systèmes d'insonorisation sur les six émissaires les plus contributeurs finalisés en juin 2024. La nouvelle campagne de mesure de bruit est à programmer (prévision pour octobre 2024). Le devis sera signé en septembre. <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection les rapports de mesure des émissions sonores réalisés par la société Echo Acoustique datés du 02/12/2024 et du 07/10/2025.</p> <p>Les travaux d'insonorisation ont bien été réalisés sur les six émissaires donnant sur la façade Sud-Est du bâtiment de production (cf. photographie en pièce jointe).</p> <p>Le tableau suivant synthétise les résultats des campagnes depuis 2023 avec :</p> <ul style="list-style-type: none">- Juillet 2023 par DECIBEL France, où les périodes de fonctionnement du four plasma et de l'UPB sont dissociées en 2 sous-campagnes ;- Novembre 2024 par ECHO Acoustique ;- Septembre 2025 par ECHO Acoustique.				
Campagne	Période	Niveau sonore du bruit ambiant (ZER M)	Niveau sonore du bruit résiduel (point résiduel)	Émergence
Juillet 2023 (four	Diurne	47,5	42,5	5,0

Campagne	Période	Niveau sonore du bruit ambiant (ZER M)	Niveau sonore du bruit résiduel (point résiduel)	Émergence
plasma)	Nocturne	46,0	37,5	8,5
Juillet 2023 (UPB)	Diurne	46,0	42,5	3,5
	Nocturne	45,5	37,5	8,0
Novembre 2024	Diurne	45,0	44,0	1,0
	Nocturne	40,5	33,5	7,0
Septembre 2025	Diurne	43,0	41,5	1,5
	Nocturne	38,0	28,5	9,5

Les actions menées par Ecotitanium ont permis d'abaisser le bruit ambiant depuis juillet 2023 avec une diminution :

- de 4 dB(A) en période diurne,
- de 8 dB(A) en période nocturne.

Ainsi les niveaux d'émergence en période diurne sont conformes avec une diminution au fil des campagnes. Par contre, les émergences nocturnes restent non conformes. Une partie s'explique par le fait que le bruit résiduel a également diminué avec une diminution de 2,5 dB(A) depuis novembre 2024 et une diminution de 9 dB(A) depuis juillet 2023.

Les contributeurs au bruit résiduel sont :

- le trafic routier sur la RD62 qui participe au bruit résiduel en période diurne mais diminue nettement en période nocturne;
- les activités voisines d'Aubert & Duval ;
- la nature (oiseaux, insectes, vents sur la végétation).

Les contributeurs sonores du site sont liées aux émissions sonores des TAR. Une maintenance mécanique des TAR a été réalisée en août 2025 (maintenance des moteurs, courroies, ...). La TAR four plasma est de conception à limiter le bruit (type de ventilateur limitant les émissions sonores).

L'exploitant a précisé qu'un contact était pris chaque année avec les habitants les plus proches pour avoir leur retour. L'établissement ne fait l'objet d'aucune plainte.

L'exploitant a indiqué que d'éventuelles évolutions sont à venir sur le site qui permettraient de réduire les nuisances des TAR sur le voisinage le plus proche. Les impacts actuels et potentiels sur les nuisances sonores seront étudiés et pris en compte dans le projet.

Ce sujet sera suivi dans le cadre de l'éventuel projet et/ou de la prochaine inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Informations générales du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales de l'installation - rubrique 2921			
Prescription contrôlée : Situation administrative de l'installation relevant de la rubrique 2921 Recueil des données techniques pour chaque TAR			
Constats : Le contact administratif avec l'inspection des installations classées reste inchangé. Il s'agit de Mme VIALATTE-FRANC (laurence.vialatte@aubertduval.com). Les données techniques des installations TAR restent également inchangées et sont reprises ci-dessous :			
Nombre de TAR	TAR PAM	TAR VAR 1	TAR VAR 2
Date d'enregistrement de l'installation	Arrêté préfectoral du 26 novembre 2014 abrogé par l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2018		
Date de mise en service de la TAR	2015	2014	2018
Puissance unitaire (en MW)	6,5	1,5	1,5
Puissance totale (en MW)	9,5		
Classement ICPE	Enregistrement		
Type de TAR	Circuit ouvert	Circuit ouvert	Circuit ouvert
Le ou les process que les TAR servent à refroidir	Four plasma	Four VAR 1	Four VAR 2
Mode de fonctionnement	Continu	Continu	Continu
Origine de l'eau d'appoint	Eau potable		
La gestion/surveillance de l'installation	ECOTITANIUM (2 référents légionnelles) / VEOLIA		
Les prélèvements et/ou les analyses	VEOLIA / EUROFINIS		
La maintenance des	Mécanique et hydraulique : ECOTITANIUM		

installations	Traitement : VEOLIA / HVAC
Le suivi des paramètres de contrôles, relevés hebdomadaires/mensuels, etc.	Fréquence mensuelle
Les installations TAR du site ECOTITANIUM sont conformes aux installations déclarées à l'article 1.2.1. de l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 mai 2018.	
Type de suites proposées : Sans suite	

N° 3 : Implantation, aménagement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.5
Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'implantation
Prescription contrôlée : <p>a) Les rejets d'air potentiellement chargé d'aérosols ne sont effectués ni au droit d'une prise d'air, ni au droit d'ouvrants. Les points de rejets sont aménagés de façon à éviter l'aspiration de l'air chargé de gouttelettes dans les conduits de ventilation d'immeubles avoisinants ou les cours intérieures ;</p> <p>b) L'installation est implantée à une distance minimale de 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé.</p>
Constats : <p>La TAR PAM est située au Nord Ouest du site à 15 m du bâtiment principal et à 15 m de la limite de propriété. Les TAR VAR 1 et 2 sont situées en toiture du bâtiment principal. Les rejets d'air de toutes les TAR se font de manière verticale, sans prise d'air ou ouvrants à proximité.</p> <p>Les TAR sont connues administrativement depuis l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2014. La règle d'implantation des 8 mètres de toute ouverture sur un local occupé concerne les TAR déclarées après le 1er juillet 2014. Elle est donc applicable au site. Compte tenu de l'implantation des 3 TAR, cette règle est respectée sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art. 23
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant désigne nommément une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le</p>

personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées en vue d'appréhender selon leur fonction le risque de dispersion et de prolifération des légionelles associé à l'installation. Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans, de manière à s'assurer que les personnels soient informés de l'évolution des connaissances en matière de gestion de ce risque.

Ces formations portent a minima sur :

- les conditions de prolifération et de dispersion des légionelles ;
- les moyens préventifs, correctifs et curatifs associés (y compris caractéristiques et stratégie d'utilisation des produits de traitement, et moyens de surveillance) ;
- les dispositions du présent arrêté.

En complément, une formation spécifique portant sur les modalités de prélèvement d'échantillons en vue de l'analyse de la concentration en *Legionella pneumophila* est dispensée aux opérateurs concernés.

Un plan de formation rassemblant les documents justifiant la formation des personnels est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il comprend :

- les modalités de formation, notamment fonctions des personnels visés, descriptif des différents modules, durée, fréquence ;
- la liste des personnes intervenant sur l'installation, précisant fonction, types de formation, suivies, date de la dernière formation suivie, date de la prochaine formation à suivre ;
- les attestations de formation de ces personnes.

Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.

Constats :

L'exploitant a désigné deux référents légionelle conformément au présent article. Les deux attestations ont été transmises en amont de l'inspection.

L'ensemble des salariés reçoit une sensibilisation au risque légionelle dès son arrivée sur site, quel que soit son poste. Cette sensibilisation est intégrée systématiquement au parcours d'intégration nouvel arrivant EcoTitanium.

L'exploitant a transmis également la liste des 14 personnes ayant suivi une formation plus spécifique à la maîtrise du risque légionelle. Cette liste a été mise à jour le 20 avril 2026 et précise l'une des deux formations réalisées par le traiteur d'eau VEOLIA :

- Formation dédiée aux postes de mainteneur, manager maintenance et personnel HSE « Maîtrise du Risque Légionelle selon la réglementation ICPE du 14 décembre 2013 ». Le contenu de cette formation a été vu en séance. Les attestations de la formation « Maîtrise du Risque Légionelle selon la réglementation ICPE du 14 décembre 2013 » ont été vus en séance et précisent qu'il s'agit d'une formation de 4 heures.
- Formation spécifique de 2 jours pour les référents légionelle (formation Cooling). Le contenu de la formation Cooling a été transmis en amont de l'inspection.

Le calendrier de formations a été respecté avec aucun dépassement de la validité de 5 ans. Les formations sont recensées dans le logiciel MERCATIM qui permet des rappels avant dépassement de l'échéance.

Le contenu des formations n'a pas été vérifié et toutes les attestations de formation n'ont pas été demandées mais restent disponibles sur demande.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 a)
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse méthodique des risques
Prescription contrôlée : <p>Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. Cette analyse consiste à identifier tous les facteurs de risques présents sur l'installation et les moyens de limiter ces risques. [...]</p> <p>L'AMR analyse de façon explicite les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- la description de l'installation et son schéma de principe, ses conditions d'aménagement ;- les points critiques liés à la conception de l'installation ;- les modalités de gestion des installations de refroidissement, les différents modes de fonctionnement et configurations hydrauliques de l'installation : conduite en fonctionnement normal ou intermittent, arrêts complets ou partiels, redémarrages, interventions relatives à la maintenance ou l'entretien, changement dans le mode d'exploitation, incidents, etc. ;- les situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement, [...] <p>Dans l'AMR sont analysés les éventuels bras morts de conception ou d'exploitation, et leur criticité évaluée notamment en fonction de leur volume, et du caractère programmé ou aléatoire du passage en circulation de l'eau qu'ils contiennent. Le risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint est également évalué.</p> <p>[...]</p> <p>Sur la base de l'AMR sont définis :</p> <ul style="list-style-type: none">- les actions correctives portant sur la conception ou l'exploitation de l'installation à mettre en œuvre pour minimiser le risque de prolifération et de dispersion des légionelles, les moyens mis en œuvre et les échéances de réalisation associés ;- un plan d'entretien et un plan de surveillance adaptés à la gestion du risque pour l'installation ;- les procédures spécifiques d'arrêt et de redémarrage, telles que définies au point c ci-dessous. <p>En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection l'AMR pour chacun des équipements (soit 3 documents dont la révision date du 24 et 25 mars 2026 et a été réalisée par VEOLIA). Cette révision a engendré un changement de stratégie de traitement avec l'ajout de biodispersant du biofilm dans les canalisations sur toutes les TAR depuis le 23/02/2026 ainsi qu'un changement significatif de l'installation avec la mise en service de la TAR VAR 2.</p> <p>La fréquence de révision des AMR est annuelle conformément à la réglementation.</p>

L'AMR comprend :

- une description de l'installation et un schéma de principe dans les annexes « Inventaire des installations » , « Paramètres hydrauliques » et « Photos de l'installation » de l'AMR. L'annexe « Plan de surveillance » de l'AMR précise le lieu de prélèvement sans la localisation sur un schéma ou un plan. Le schéma de l'installation est présent dans la fiche de stratégie de traitement **mais il ne précise pas les points de prélèvements.**
- la liste des points critiques dans les tableaux des principaux points forts et des points à risques pour la conception, la maintenance, l'exploitation, le traitement d'eau et les relevés-contrôles dans le chapitre "Synthèse des résultats" de l'AMR.
- l'identification des bras morts et plan d'action pour les supprimer dans l'annexe « Liste des zones de stagnation et solutions préconisées » de l'AMR.
- l'identification des situations d'exploitation pouvant conduire à un risque de concentration élevée en légionelles dans l'eau du circuit de refroidissement dans l'annexe « Analyse méthodique des risques » de l'AMR.
- l'évaluation du risque de dégradation de la qualité d'eau dans le circuit d'eau d'appoint dans l'annexe « Analyse méthodique des risques ». Toutefois, l'eau d'appoint provient de l'eau potable de la ville.

Le plan de surveillance de la TAR PAM est noté à réviser dans l'AMR car le prélèvement n'est pas représentatif du risque de dispersion des légionelles dans l'environnement. L'exploitant a précisé avoir déjà modifié l'emplacement du prélèvement. Il se fait maintenant en amont de la rampe au niveau de la conductivité (cf. photographie en pièce jointe). Ainsi il est nécessaire de procéder à **la mise à jour documentaire dont l'action est suivie dans le plan d'action TAR PAM** transmis à l'inspection avec une échéance au 31/07/2026 (ligne 13 "Prélèvement").

Il est également prévu des travaux sur les 3 TAR pour **installer des coupons de corrosion. Ils sont suivis dans les plans d'actions respectifs des TAR** avec une échéance 31/12/2026 (cf. ligne "corrosion"). A l'issue de ces travaux, **le point de prélèvement des 3 TAR sera modifié et devra être mis à jour dans la documentation de chaque TAR.**

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'ajouter l'emplacement des points de prélèvements sur les schémas de chaque TAR et de faire un point trimestriel sur l'avancement des plans d'action de chaque TAR afin de suivre la mise à jour de la documentation pour les points de prélèvements de toutes les TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois

N° 6 : Entretien et surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 b)Art. 26 I.2Art. 26 I.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plans d'entretien et de surveillance
Prescription contrôlée : <p>b) Les plans d'entretien et de surveillance visent à limiter le risque de prolifération et de dispersion de légionelles via la ou les tours. Ils ont notamment pour objectif de maintenir en permanence la concentration des <i>Legionella pneumophila</i> dans l'eau du circuit à un niveau inférieur à 1 000 unités formant colonies par litre d'eau. Ces plans concernent l'ensemble de l'installation, en particulier toutes les surfaces de l'installation en contact avec l'eau du circuit où pourrait se développer le biofilm. Ces plans sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant.</p> <p>Le plan d'entretien définit les mesures d'entretien préventif de l'installation visant à réduire, voire à supprimer, par des actions mécaniques ou chimiques, le biofilm et les dépôts sur les parois de l'installation et à éliminer, par des procédés chimiques ou physiques, les légionelles libres dans l'eau de l'installation en amont des points de pulvérisation. Pour chaque facteur de risque identifié dans l'AMR, une action est définie pour le gérer. Si le niveau de risque est jugé trop faible pour entraîner une action, l'exploitant le justifie dans l'AMR.</p> <p>Une fiche décrivant et justifiant la stratégie de traitement préventif de l'eau du circuit adoptée par l'exploitant, telle que décrite au point 2 du présent article, est jointe au plan d'entretien.</p> <p>Le plan de surveillance précise les indicateurs de suivi mis en place pour s'assurer de l'efficacité des mesures préventives mises en œuvre, tels que définis au point 3 du présent article. Il précise les actions curatives et correctives immédiates à mettre en œuvre en cas de dérive de chaque indicateur, en particulier en cas de dérive de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>. La description des actions curatives et correctives inclut les éventuels produits chimiques utilisés et les modalités d'utilisation telles que les quantités injectées.</p> <p>Les modalités de mise en œuvre de l'ensemble des mesures prévues dans les plans d'entretien et de surveillance sont formalisées dans des procédures. En particulier, chacune des situations de dépassement de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> décrite au point II du présent article fait l'objet d'une procédure particulière.</p> <p>Les cas d'utilisation saisonnière et de fonctionnement intermittent sont analysés dans l'AMR et font l'objet de procédures adaptées dans le plan d'entretien et de surveillance. L'exploitant assure une gestion continue du risque de prolifération et de dispersion des légionelles à partir du moment où le circuit est en eau, au même titre qu'une installation fonctionnant en continu. Il s'assure de l'efficacité des actions préventives mises en œuvre, notamment en regard des objectifs de concentration en <i>Legionella pneumophila</i>.</p>
Constats : <p>L'inspection confirme la bonne transmission des rapports d'analyses, y compris les bulletins d'analyses légionnelles via GIDAF. L'historique sur GIDAF remonte à janvier 2018. Aucun dépassement n'est constaté sur les dernières années, à savoir 2024, 2025 et début 2026. On relève la détection de flore interférente le 03/02/2025 qui a été vérifiée par une nouvelle analyse conforme le 14/02/2025.</p> <p>Chaque TAR dispose :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'un plan d'entretien mis à jour en même temps que l'AMR (mars 2026) et de fiches de stratégie de traitement mises à jour le 27 mars 2026. Suite au changement de stratégie de traitement,

<p>l'exploitant a mis en place une surveillance renforcée par des analyses hebdomadaires depuis le 23/02/2026 pour 2 mois. Le dernier nettoyage mécanique des installations a été fait en juillet 2025 par la société HVAC lors de l'arrêt technique d'été. La fréquence annuelle de nettoyage est respectée. Un protocole de désinfection des installations est mis en place avant chaque nettoyage annuel.</p> <p>- d'un plan de surveillance mis à jour en même temps que l'AMR (mars 2026). Il indique les mesures à réaliser sur chaque matrice (eaux de circuit, de rejet ou d'appoint), les seuils mini, nominal et maxi à respecter et la fréquence des mesures. Le "plan de suivi des paramètres et les actions à réaliser en cas de dérive" sont présentés dans les fiches de stratégie de traitement.</p> <p>Les prélèvements et analyses de légionelles sont réalisés à la fréquence mensuelle.</p> <p>A noter que la nécessité d'un délai de 48h entre l'injection ponctuelle de biocide et le prélèvement pour s'affranchir de l'influence des produits de traitement a été spécifiée lors du contrôle inopiné 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées tient à rappeler qu'en cas d'utilisation en continu d'un biocide oxydant, un neutralisant doit être utilisé dans le flacon d'échantillonnage pour inhiber son action.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suivi de l'installation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 IV Art.26 V</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Vérification de l'installation, carnet de suivi et bilans annuels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>IV. - Suivi de l'installation</p> <p>1. Vérification de l'installation</p> <p>Dans les six mois suivant la mise en service d'une nouvelle installation ou un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant fait réaliser une vérification de l'installation par un organisme indépendant et compétent, dans le but de vérifier que les mesures de gestion du risque de prolifération et de dispersion des légionelles prescrites par le présent arrêté sont bien effectives.</p> <p>Sont considérés comme indépendants et compétents les organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-61 à R. 512-66 du code de l'environnement pour la rubrique 2921 des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>[...]</p> <p>A l'issue de ce contrôle, l'organisme établit un rapport adressé à l'exploitant de l'installation contrôlée. Ce rapport mentionne les points pour lesquels les mesures ne sont pas effectives. L'exploitant met en place les mesures correctives correspondantes dans un délai de trois mois. Pour les actions correctives nécessitant un délai supérieur à trois mois, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées le planning de mise en œuvre.</p> <p>Dans le cas où la vérification fait suite à un dépassement du seuil de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> de 100 000 UFC/L dans l'eau du circuit, l'exploitant transmet le rapport et le planning de mise en œuvre éventuel à l'inspection des installations classées.</p> <p>2. Carnet de suivi</p> <p>L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui</p>

mentionne :

[...]

Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées ou une vérification.

V. - Bilan annuel

Les résultats des analyses de suivi de la concentration en *Legionella pneumophila*, les périodes d'utilisation avec leur mode de fonctionnement et les périodes d'arrêt complet ou partiel ainsi que les consommations d'eau sont adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées sous forme de bilans annuels interprétés.

Ces bilans sont accompagnés de commentaires sur :

- les éventuelles dérives constatées et leurs causes, en particulier lors des dépassements de concentration de 1 000 UFC/L en *Legionella pneumophila*, consécutifs ou non consécutifs ;
- les actions correctives prises ou envisagées ;
- l'évaluation de l'efficacité des mesures mises en œuvre, par des indicateurs pertinents.

Le bilan de l'année N - 1 est établi et transmis à l'inspection des installations classées pour le 31 mars de l'année N.

Constats :

Depuis 2018, les résultats GIDAF ne mettent en évidence aucun dépassement de 100000 UFC/L en légionelles (uniquement flore interférente).

L'équipement TAR VAR 2 a fait l'objet d'un protocole renforcé de suivi de légionelles de septembre à novembre 2025 suite à sa mise en service officielle le 19/09/2025. L'établissement a fait l'objet d'un contrôle inopiné des trois TAR en 2025 par un organisme indépendant. Les rapports sont disponibles sur GIDAF.

L'exploitant tient un carnet de suivi sanitaire numérique sur le réseau de l'établissement.

En amont de la visite, l'exploitant a transmis son bilan annuel 2025 pour les trois équipements.

Compte tenu que les résultats sont mis à disposition sur GIDAF, l'inspection propose que les futurs bilans soient transmis via GIDAF uniquement s'il y a des faits marquants à relever et/ou pour préciser les consommations annuelles d'eau.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Art.26 I-1 c)			
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures d'arrêt et de redémarrage			
Prescription contrôlée : <p>c) Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none">- procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble) dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production ;- procédures de gestion de l'installation pendant les arrêts et les redémarrages de l'installation, dans les différents cas de figure rencontrés sur l'installation :- suite à un arrêt de la dispersion d'eau par la ou les tours ;- en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage non prévisible) ;- en cas d'utilisation saisonnière (arrêt complet de l'installation en eau et redémarrage prévisible) ;- suite à un arrêt prolongé complet ;- suite aux différents cas d'arrêts prolongés partiels pouvant exister sur l'installation ;- autres cas de figure propres à l'installation. <p>Les périodes d'arrêt et les redémarrages constituent des facteurs de risque pour l'installation, les modalités de gestion de l'installation pendant ces périodes doivent être établies par l'exploitant de manière à gérer ce risque, qui dépend notamment de la durée de l'arrêt et du caractère immédiat ou prévisible de la remise en service, et de l'état de propreté de l'installation.</p> <p>Dans un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine après tout redémarrage intervenant après un arrêt prolongé ou redémarrage saisonnier, une analyse en <i>Legionella pneumophila</i> est réalisée.</p>			
Constats : <p>L'AMR mise à jour en mars 2026 a mis en évidence des procédures incomplètes ou absentes pour chaque TAR :</p>			
Procédures	VAR 1	VAR 2	PAM
Procédure en cas de dérive des indicateurs de contrôle	Complet	Complet	Complet
Procédure d'arrêt immédiat de la dispersion	Incomplet	Incomplet	Incomplet
Procédure d'entretien et de surveillance en cas d'utilisation saisonnière ou fonctionnement intermittent	Non concerné	Absente	Non concerné

Procédures		VAR 1	VAR 2	PAM
Procédure de gestion de l'installation pendant les arrêts / redémarrage	Procédure suite à un arrêt de la dispersion d'eau	Incomplet	Incomplet	Incomplet
	en cas de fonctionnement intermittent (arrêt complet et redémarrage non prévisible)	Non concerné	Absente	Non concerné
	en cas de fonctionnement saisonnier (arrêt complet et redémarrage prévisible)	Absente	Absente	Absente

Ces mises à jour documentaires sont suivies dans le plan d'action associé à chaque TAR.

L'exploitant a informé l'inspection qu'il souhaite demander une dérogation afin qu'en cas de dépassement de légionnelles, il puisse bénéficier d'un délai pour refroidir les fours en toute sécurité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser ou compléter les procédures manquantes ou incomplètes pour chaque TAR.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Planche photographique associée à la visite d'inspection

N°1 : Niveau sonore



20260429_121417

N°5 : Entretien et surveillance de l'installation



20260429_120645